



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1996/L.89  
18 avril 1996

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-deuxième session  
Point 9 de l'ordre du jour

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT  
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET,  
NOTAMMENT, QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES DE  
TRAVAIL DE LA COMMISSION

Argentine\*, Autriche, Bulgarie, Chypre\*, Colombie, Costa Rica\*, Croatie\*,  
Grèce\*, Hongrie, Irlande\*, Italie, Norvège\*, Pays-Bas, Pérou, Portugal\*,  
République tchèque\* et République de Corée : projet de résolution

1996/... Personnes déplacées dans leur propre pays

Profondément troublée par la situation alarmante que représente  
l'existence d'un nombre croissant de personnes déplacées dans leur propre pays  
partout dans le monde, et consciente du grave problème qui en résulte pour la  
communauté internationale,

Notant avec préoccupation que de nombreuses situations graves de  
déplacement de personnes dans leur propre pays ne bénéficient pas d'une  
attention suffisante et ne suscitent pas la réaction voulue,

Consciente des dimensions humanitaires et relatives aux droits de l'homme  
du problème des personnes déplacées dans leur propre pays et de la  
responsabilité qui en découle pour les Etats et la communauté internationale  
pour ce qui est d'étudier les méthodes et les moyens qui permettent de mieux  
répondre à leurs besoins en protection et en assistance,

---

\* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur  
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant les normes pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit connexe des réfugiés,

Gardant à l'esprit les résolutions 49/169 et 50/195 de l'Assemblée générale en date respectivement du 23 décembre 1994 et du 22 décembre 1996 et, en particulier, du fait que l'Assemblée générale a invité la Commission des droits de l'homme à examiner la possibilité d'établir un cadre juridique approprié pour les personnes déplacées dans leur propre pays en se fondant sur le rapport du représentant du Secrétaire général,

Reconnaissant que la protection des personnes déplacées dans leur propre pays serait renforcée si leurs droits spécifiques à la protection étaient définis, réaffirmés et regroupés dans un document international unique,

Se félicitant que l'Assemblée générale ait demandé à la communauté internationale de répondre d'une manière mieux concertée aux besoins des personnes déplacées dans leur propre pays et de l'accent mis dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne sur la nécessité d'élaborer des stratégies globales pour faire face au problème des personnes déplacées dans leur propre pays,

Se félicitant également de la coopération qui s'est instaurée entre le représentant du Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires humanitaires du Secrétariat, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations et institutions internationales et régionales compétentes, et notant en particulier avec satisfaction la nomination par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, à la suite d'entretiens avec le représentant du Secrétaire général, d'un Rapporteur sur la question des personnes déplacées,

Rappelant la résolution 1995/56 du Conseil économique et social sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire par l'Organisation des Nations Unies,

Notant la conclusion du représentant du Secrétaire général selon laquelle un mécanisme central de coordination qui détermine les responsabilités de diverses institutions dans des situations d'urgence est indispensable et se félicitant, à cet égard, de la création par le Comité permanent interorganisations d'une Equipe spéciale chargée des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays,

Prenant acte avec satisfaction de la décision du Comité permanent interorganisations d'inviter le représentant du Secrétaire général à participer à ses réunions sur la question, et encourageant le renforcement de cette collaboration en vue d'améliorer l'assistance aux personnes déplacées dans leur propre pays, leur protection et les stratégies de développement en leur faveur,

Rappelant sa résolution 1995/57 du 3 mars 1995,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du représentant du Secrétaire général sur la question des personnes déplacées dans leur propre pays (E/CN.4/1996/52 et Add.1 et 2);
2. Note avec intérêt la compilation et l'analyse des normes juridiques présentées par le représentant du Secrétaire général qui y conclut, en particulier, que le droit international, tel qu'il se présente actuellement, pourvoit d'une manière suffisante à la plupart des besoins spécifiques en protection des personnes déplacées dans leur propre pays, encore qu'il reste d'importants domaines où la protection juridique est insuffisante;
3. Félicite le représentant du Secrétaire général de l'action menée jusqu'ici malgré les faibles ressources dont il dispose et du rôle catalyseur qu'il continue de jouer pour sensibiliser davantage l'opinion au sort des personnes déplacées dans leur propre pays;
4. Félicite en outre le représentant du Secrétaire général pour ses efforts en vue de promouvoir une stratégie propre à améliorer la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et leur assurer une assistance et des possibilités de développement accrues;
5. Encourage le représentant du Secrétaire général à poursuivre, grâce à un dialogue continu avec les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées, son analyse des causes du déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, des besoins de ces personnes, des mesures préventives et des moyens d'offrir à ces personnes une protection et une assistance accrues ainsi que des solutions plus nombreuses, en tenant compte de situations spécifiques;
6. Note avec satisfaction l'attention particulière accordée par le représentant du Secrétaire général aux besoins des femmes et des enfants en protection et en assistance, compte tenu des objectifs pertinents de la Déclaration et de la plate-forme d'action de la Conférence de Beijing et l'encourage à continuer de pourvoir à ces besoins;

7. Souligne la nécessité d'une meilleure mise en oeuvre du droit international applicable aux personnes déplacées dans leur propre pays;

8. Prie le Secrétaire général de faire publier la compilation et l'analyse des normes juridiques établies par son représentant et de leur assurer une large diffusion;

9. Invite le représentant du Secrétaire général à continuer de mettre en place, en se fondant sur sa compilation et son analyse des normes juridiques, un cadre approprié pour la protection des personnes déplacées dans leur propre pays et à faire rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session;

10. Engage tous les gouvernements à continuer de faciliter les activités du représentant du Secrétaire général, les encourage à envisager sérieusement d'inviter celui-ci à se rendre dans leur pays pour qu'il puisse étudier et analyser plus complètement les questions qui se posent, et remercie les gouvernements qui l'ont déjà fait;

11. Invite les gouvernements, dans le cadre de leur dialogue avec le représentant du Secrétaire général, à tenir dûment compte des recommandations et suggestions que celui-ci leur a présentées et à l'informer des mesures prises en conséquence;

12. Rend hommage aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni une assistance et une protection aux personnes déplacées et ont appuyé l'action du représentant du Secrétaire général;

13. Encourage le représentant du Secrétaire général et le Haut Commissaire aux droits de l'homme, ainsi que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Département des affaires humanitaires du Secrétariat, le Comité international de la Croix-Rouge et tous les autres organismes d'aide humanitaire et de développement compétents à intensifier leur coopération;

14. Engage ces organisations et institutions à continuer, en coopération avec le représentant du Secrétaire général, de mettre en place un système plus complet et plus cohérent de collecte des données sur la situation des personnes déplacées dans leur propre pays et leur protection;

15. Demande instamment à ces organisations de mettre en place, en particulier par l'intermédiaire du Comité permanent interorganisations et de son Equipe spéciale chargée des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des cadres de coopération avec le représentant du Secrétaire

général de façon à fournir à ce dernier tout l'appui possible dans l'exécution des activités inscrites à son programme, notamment en surveillant et en repérant les situations de déplacement de personnes dans leur propre pays et en les portant à son attention, en appuyant des intercessions en temps opportun auprès des autorités et un dialogue avec ces dernières, en assurant une intervention en temps voulu et efficace de la part des organismes compétents et en apportant leur concours à l'exécution des mesures prises pour donner suite à ses recommandations et propositions;

16. Invite le représentant du Secrétaire général et des organisations intergouvernementales régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Etats américains et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à intensifier leur coopération en vue d'accroître leur appui au représentant et de renforcer leurs initiatives destinées à faciliter l'assistance aux personnes déplacées et la protection de ces personnes;

17. Se félicite de l'attention accordée par les rapporteurs, les groupes de travail, les experts compétents et les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme concernés à la question du déplacement des personnes dans leur propre pays et les engage à continuer de s'informer des situations qui ont déjà provoqué ou pourraient provoquer des déplacements internes et à inclure dans leurs rapports les renseignements pertinents et des recommandations à ce sujet, et de les soumettre au représentant du Secrétaire général;

18. Invite le Haut Commissaire aux droits de l'homme à élaborer, en coopération avec les gouvernements, les organisations internationales compétentes et le représentant du Secrétaire général, des projets en vue de promouvoir les droits fondamentaux des personnes déplacées dans leur propre pays dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme;

19. Prie le Secrétaire général de fournir à son représentant toute l'aide dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat et encourage le représentant à continuer de s'efforcer d'obtenir le concours d'institutions locales, nationales et régionales;

20. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-troisième session.

-----